

Transition écologique : mesurer l'impact des inégalités pour mieux les compenser

TRIBUNE / Bâtir un « *New deal de l'impact* » entre acteurs privés et pouvoirs publics pour contribuer à construire l'économie et les politiques publiques de demain : telle est l'ambition du premier Sommet de la Mesure d'Impact organisé lundi 13 février à l'Assemblée nationale par l'Impact Tank (un think tank créé à l'initiative du Groupe SOS et d'autres acteurs de l'économie sociale et solidaire, ainsi que de quatre universités : Sciences-Po, Sorbonne Université, le Conservatoire National des Arts et Métiers et Paris Dauphine). Dans cette tribune, l'Impact Tank se penche sur l'intérêt de développer la mesure d'impact social dans le cadre de la transition écologique.

GroupeSOS

Ensemble au profit de tous

Groupe SOS

- 7 février 2023

#écologie

#transition



Image d'illustration / © tommaso79 - Shutterstock

Les effets de notre activité sur le climat, l'environnement et la biodiversité sont devenus irrémédiables, d'après le dernier rapport du Giec, même dans l'hypothèse d'une limitation de la hausse des températures à 1,5 °C, objectif fixé dans le cadre de l'Accord de Paris. Le progrès technique ne peut pas à lui seul nous permettre d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, tant nos modes de vie sont à l'origine de ces multiples crises. L'attention doit être recentrée sur les personnes, tour à tour consommateurs, habitants, conducteurs, parents, travailleurs, dont les pratiques ont des effets sur les objectifs d'émission carbone.

Mais les déterminants du changement de comportement ne sont pas qu'individuels, ils sont avant tout collectifs et contextuels, car ce sont les réalités économiques, sociales et matérielles des groupes qui façonnent les pratiques. Ainsi, pour 61 % des Français, voir les autres fournir des efforts en faveur d'une consommation responsable les motive à adopter le même type de pratiques, d'après le baromètre GreenFlex publié en 2022 par l'Ademe.

Les collectifs peuvent alors avoir un impact positif sur les comportements en matière de consommation, de même que la publicité ou l'éducation, par les représentations qu'ils diffusent, jouant ainsi un rôle décisif dans la normalisation des gestes responsables. Pourtant, depuis une dizaine d'années, les politiques de transition écologique se focalisent sur la responsabilité écologique individuelle, contredites par un modèle consumériste qui fait monter les frustrations d'une partie des citoyens.

Comment parler isolation thermique et performance énergétique pour des familles en situation de grande précarité et de mal logement ?



Or, l'adaptation de nos modes de vie est le fruit d'un effort inégal entre les individus, dont les comportements sont contraints par leurs ressources économiques. Les conditions sociales jouent fortement sur les possibilités de changer son quotidien, comme le montrent par exemple les travaux du sociologue Gaëtan Brisepierre sur la nécessité de penser la consommation d'énergie des logements à partir des usages et de la diversité des comportements et des inégalités qui en découlent. Comment parler isolation thermique et performance énergétique pour des familles en situation de grande précarité et de mal logement ? La France compte 4,1 millions de personnes mal logées et plus de 12 millions dans une situation de fragilité par rapport au logement.

Les inégalités sociales qui se jouent pour l'accès aux espaces, aux équipements et aux services, ou encore à l'emploi, renforcent la résistance des populations aux changements de comportement et à la transition écologique. Cette ambiguïté de la durabilité environnementale, qui se compromet tout en se réalisant, doit être au cœur de l'action de l'État, de la formation des hauts fonctionnaires aux enjeux de la lutte contre le changement climatique, qui a débuté cette année et qui doit être étendue à l'ensemble de la fonction publique d'ici à 2027, des travaux du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale prévue en 2023 sur la question écologique, mais aussi du futur « Pacte des solidarités », qui consacre un axe complet à « *l'organisation solidaire de la transition écologique* », pour que « *les enjeux de transitions climatiques, écologiques et énergétiques deviennent des leviers de lutte contre la pauvreté et la réduction des dépenses contraintes (alimentation, logement, mobilité)* ».

Comprendre les inégalités issues des modes de vie et des territoires, et ainsi mieux les éviter ou les compenser



Il s'agit aujourd'hui de réunir tous les acteurs qui agissent pour la transition écologique, les administrations et les acteurs publics bien sûr, mais aussi les entreprises de service et du secteur des énergies, du bâtiment et de l'industrie, les associations et les collectivités locales, autour d'une méthodologie d'évaluation d'impact social pour construire des indicateurs de compréhension des inégalités et de mesure d'impact des initiatives de transition écologique.

Cette mise en perspective entre des référentiels d'indicateurs et des approches opérationnelles développées au niveau local, vise à penser l'évaluation des effets des politiques de transition écologique dans un système plus global, qui commence au moment de la conception de l'action, pour comprendre les inégalités issues des modes de vie et des territoires, et ainsi mieux les éviter ou les compenser.

En particulier, les acteurs de l'économie à impact, les TPE et PME, les modèles innovants d'entrepreneuriat social, la RSE des entreprises et les acteurs de l'économie sociale et solidaire, peuvent soutenir cette démarche et s'engager dans de nouvelles coopérations afin de repenser leur lien, en termes d'impact social et écologique, avec les habitants et les territoires. Une telle coalition d'acteurs publics et privés doit pouvoir aussi renforcer la collecte de données quantitatives et qualitatives basées sur le vécu et les représentations des individus, en cherchant à mettre les modes de vie de toutes et tous au centre de la réflexion.

Cette tribune est co-signée par :

Tony Bernard, Directeur général Impact Tank

Benjamin Pradel, sociologue praticien, Kaleido'scop et Intermède.

Brune Poirson, Directrice du développement durable, Accor

Julie Battilana, Professeure titulaire de la Chaire d'innovation sociale à Harvard

Frédérique Giavarini, DG Nature & Découvertes, SG Gouvernance & RSE Groupe Fnac Darty

Benoît Catel, Directeur général, Crédit coopératif

Edouard Hénaut, Directeur général France, Transdev

Fabrice Bonnifet, Président, Collège des Directeurs du Développement Durable (C3D)

Pierre Pageot, Directeur général Transition écologique, Groupe SOS

Alexandre Rambaud, AgroParisTech, Codirecteur de la Chaire Comptabilité Ecologique

Plus d'informations sur le Sommet de la Mesure d'Impact en cliquant ici!

Groupe SOS

Groupe SOS

- 7 février 2023



Sur le même sujet :